

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 22 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

AUBERT ET DUVAL

Avenue Jean Jaurès
58160 IMPHY

Références : 230124
Code AIOT : 0025100044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement AUBERT ET DUVAL, implanté Avenue Jean Jaurès - 58160 IMPHY. L'inspection a été annoncée le 16/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT et DUVAL
- Avenue Jean Jaurès - 58160 IMPHY
- Code AIOT : 0025100044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUBERT ET DUVAL est autorisée à exploiter des unités de fusion et de traitement des métaux sur la commune d'Imphy. La société AUBERT ET DUVAL exploite ses unités sur la même emprise géographique que le site d'APERAM.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bruit
- Moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Bruit	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 25.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra déposer un dossier de porter à connaissance afin de mettre à jour sa situation administrative et transmettre à l'inspection les résultats de la vérification des mesures acoustiques. Le jour de la visite d'inspection un exercice avec le SDIS, les équipes d'interventions d'Aubert et Duval et les équipes d'intervention d'Aperam était en cours. L'inspection des installations classées a été en mesure de regarder seulement une partie des prescriptions sur le risque accidentel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 2							
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de rubrique							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet							
Prescription contrôlée :							
- 1132	B.1.a	Supérieure ou égale à 50 t	525 t	A	A	En vigueur	Décisions
prenant acte du bénéfice de l'antériorité			05/09/2012				
- 1132	A	Fabrication industrielle	450	A	A	En vigueur	Décisions
prenant acte du bénéfice de l'antériorité			05/09/2012				
- 1432	2.b	Liquides inflammables (stockage)	14 m ³			DC	DC
Arrêtés préfectoraux d'autorisation avec enquête publique						06/10/2005	En vigueur
- 2545		Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliage	12 660 kW	A	A	En vigueur	Décisions
Arrêtés préfectoraux d'autorisation avec enquête publique						06/10/2005	En vigueur
- 2561		Trempé recuit, revenu des métaux et alliages	7 505	DC	D	En vigueur	Décisions
Arrêtés préfectoraux d'autorisation avec enquête publique						06/10/2005	En vigueur
- 2564	1.c	Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l	300 l	DC	DC	En vigueur	Décisions
Arrêtés préfectoraux d'autorisation avec enquête publique						06/10/2005	En vigueur
- 2712	1	Stockage, dépollution, démontage,... de VHU	50 m ²	E	A	En vigueur	Décisions
Arrêtés préfectoraux d'autorisation avec enquête publique						06/10/2005	En vigueur
- 2910	A.2	Combustion	4,2 MW			DC	DC
Arrêtés préfectoraux d'autorisation avec enquête publique						06/10/2005	En vigueur
- 2921	1.a	Installations de refroidissement évaporatif	8 540 kW	E	E	En vigueur	Décisions
Arrêtés préfectoraux d'autorisation avec enquête publique						06/10/2005	En vigueur
Constats : Le bac d'éthanol a été supprimé (rubrique 2564) et le stockage de poudre (rubrique 1450-D) n'est plus d'actualité. Ces cessations n'ont pas été portées à la connaissance de l'IIC (non-conformité). L'exploitant doit transmettre à l'IIC un dossier de porter à connaissance afin de mettre à jour la situation administrative du site.							
Type de suites proposées : Avec suites							
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale							
Proposition de délais : 2 mois							

N° 2 : Produits inflammables, explosif, toxique ou corrosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 34.4
Thème(s) : Risques accidentels, Produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.
Constats : L'IIC a consulté sur site les FDS des produits détenus sur le site. Le stockage était conforme aux règles en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 34.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de vérifications des moyens de lutte contre l'incendie du 01/12/2021. Le jour de l'inspection, la vérification pour l'année 2022 était en cours. Elle est réalisée par un pompier de l'équipe d'APERAM dont le certificat de vérificateurs d'extincteurs portatifs et mobiles a été transmis à l'IIC. Cette vérification n'a fait l'objet d'aucune remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Détection et alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 35.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection et alarme
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.
Constats : Le site est équipé en majorité de détections manuelles. Quelques détections automatiques sont installées dans les salles présentant des risques particuliers (ex : les salles électriques, d'automates, de stations de brossage de la fusion). L'inspection a constaté que les moyens d'alerte étaient accessibles le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 35.2
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.
Constats : 146 personnes sont formées à la manipulation des extincteurs et constituent l'équipe de première intervention. Une seconde équipe « Aubert et Duval » contribue à l'équipe d'intervention d'Aperam. Le jour de l'inspection, des manœuvres d'entraînement avaient lieu en interne entre les équipes de pompiers du site et le SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 35.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement. Ces consignes sont tenues à jour. Elles sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées.
Constats : L'IIC a constaté que les consignes de sécurité présentant les actions à mettre en œuvre en cas d'incident sont disposés aux postes de travail. L'exploitant a indiqué qu'un travail de mise à jour desdites fiches et notamment des scénarios d'urgence est programmé pour 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens matériels et humains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 35.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens matériels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté au moins : <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, Moyens humains L'établissement dispose d'une équipe de première intervention composée de personnes formées placées sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou d'une personne ayant délégation.
Constats : L'exploitant dispose d'équipements de lutte contre l'incendie notamment des extincteurs répartis sur l'ensemble des bâtiments du site. Une équipe de première intervention formée est présente sur le site ainsi qu'une équipe commune avec la société APERAM de pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôles électriques et des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 36
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les extincteurs doivent être vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication doit en être portée sur chaque appareil.
Constats : L'exploitant a transmis la liste des extincteurs comprenant la date de dernière vérification. La mention était portée sur chaque extincteur. Ce contrôle est réalisé par un pompier habilité de la société APERAM. L'exploitant a transmis le certificat de vérificateurs. La vérification des extincteurs pour l'année 2022 était en cours le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Accessibilité des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 43.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : L'IIC a constaté que les installations sont accessibles aux secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Issues de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 43.5
Thème(s) : Risques accidentels, Issues de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.
Constats : Les bâtiments sont équipés d'issues de secours accessibles manœuvrables. Leur accès est balisé (signalisation) et l'ouverture se fait vers l'extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 25.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention et lutte contre le bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de bruits aériens ou de vibration mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du site et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n°95-79 du 23 janvier 1995). L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de mesures des contrôles des niveaux sonores dans l'environnement du 13/11/2017. 3 points de mesures sont effectués en période diurne et nocturne. Les niveaux sonores équivalents pondérés sur les 3 points dépassent les limites réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral (non-conformité). Le contrôle des émergences acoustiques est programmé semaine 49. La situation du site imbriqué dans la société APERAM fait apparaître des difficultés de mesures. Une cartographie du bruit par bâtiment sera réalisée et permettra de mettre en évidence les activités liées à la société AUBERT ET DUVAL. L'exploitant doit transmettre le rapport de vérification des niveaux acoustiques à l'IIC. Il transmettra en cas de non-conformité le plan des actions à mettre en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Aménagement paysager

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols de poussières et matières diverses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées
Constats : Des aires de circulations piétons sont mises en place. Des stationnements sont prévus à l'intérieur et à l'extérieur du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet